

Lamamra qualifie d'infondées les accusations saoudiennes



Ramtane Lamamra a répondu de façon diplomatique et didactique aux accusations saoudiennes. © Zehani/Archives Libert

é

“Le monde entier est désormais convaincu qu’il y a des pays pionniers dans la lutte antiterroriste et l’Algérie est en tête de ces pays”, a répliqué le chef de la diplomatie algérienne.

Aux graves accusations saoudiennes de laxisme dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, formulées contre l’Algérie, le ministre d’État, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, semble avoir préféré, comme réplique, une réponse plutôt diplomatique et didactique. Le ministre a, visiblement, voulu réduire la portée des accusations saoudiennes, qualifiant l’emballage médiatique qui a suivi la publication de passages du rapport mettant en cause l’Algérie de “tempête dans un verre d'eau sans fondement aucun”, soulignant que l’Algérie “a actualisé” ses lois en la matière. La question est, pourtant, “très simple”, selon M. Lamamra, qui a saisi l’occasion du point de presse animé au terme d’une audience accordée à la présidente de l’Assemblée nationale de la République serbe, Maja Gojkovic, pour affirmer que du “point de vue technique, des rapports sont adressés au groupe Gafi” et que “l’Algérie avait actualisé ses lois et informé les parties concernées”.

“Du point de vue technique, ce groupe international rend publics des bulletins et recommande aux institutions bancaires de faire preuve de vigilance avec certains pays qui n’ont pas encore adapté leurs législations”, a ajouté le chef de la diplomatie algérienne qui a indiqué que “l’Algérie l’avait fait à travers l’enrichissement de

ses lois et la mise en place de mécanismes qui veilleront à leur application”. Concernant les reproches faits à l’Algérie en matière de lutte contre le terrorisme,

M. Lamamra n’a pas manqué de rappeler que “l’Algérie est pionnière” dans ce domaine, s’appuyant, dans son argumentaire, sur les résultats probants de la dernière opération antiterroriste dans laquelle 25 terroristes ont été éliminés à Bouira. Le ministre a, d’ailleurs qualifié “d’opération audacieuse” et de “bond qualitatif” cette action qui reflète, selon lui, la capacité de l’Armée nationale populaire (ANP) et des services de sécurité “à contrôler et à éradiquer les cellules terroristes”.

“Le monde entier est désormais convaincu qu’il y a des pays pionniers dans la lutte antiterroriste et l’Algérie est en tête de ces pays”,

a-t-il insisté, assurant, à ce propos, que le citoyen algérien “participe à sa manière à l’action visant à mettre un terme au phénomène du terrorisme en Algérie”, allusion, vraisemblablement, aux renseignements qui ont permis de localiser les mouvements du groupe armé à Bouira. Tout en martelant le professionnalisme acquis par l’Algérie dans la lutte contre le terrorisme, le ministre a estimé qu’il était “important que d’autres parties puissent tirer profit de cette expérience acquise grâce aux sacrifices de ses enfants”. Pour M. Lamamra, “il ne reste que des résidus de terrorisme en Algérie”. Rappelons que c’est le journal saoudien Mekka qui a publié, dans son édition du 17 mai dernier, des extraits d’un rapport gouvernemental saoudien, accusant plusieurs pays (l’Algérie, l’Équateur, l’Éthiopie, l’Indonésie, Myanmar, le Pakistan, la Syrie, la Turquie et le Yémen) de “ne pas respecter leurs engagements dans le cadre du Groupe d’action financière contre le blanchiment d’argent et le financement du terrorisme (Gafi)”.

H. S